

Les gangs territoriaux et leurs conséquences pour les acteurs humanitaires

Olivier Bangerter*

Dr Olivier Bangerter travaille pour le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) depuis 2001 et est le conseiller pour le dialogue avec les groupes armés au sein de l'unité des relations avec les porteurs d'armes depuis 2008. Il est diplômé en théologie des universités de Lausanne (licence) et de Genève (doctorat).

Résumé

Les gangs territoriaux sont aujourd'hui l'un des acteurs importants dans la violence urbaine, affectant la vie de millions d'autres personnes. Ils cherchent à se rendre maîtres d'un territoire pour y gérer l'ensemble des activités criminelles et/ou pour y "protéger" la population.

De tels gangs se retrouvent à des degrés divers sur tous les continents, même si les plus médiatisés sont actifs en Amérique Centrale. La violence qu'ils causent a un impact humanitaire important, tant sur la population en général que sur les familles de leurs membres et sur ces derniers eux-mêmes.

Des organisations humanitaires peuvent se trouver confrontés à des gangs territoriaux lorsque elles mènent leurs activités "normales" dans l'espace occupé par un gang, ou lorsque les besoins humanitaires de personnes sous le contrôle d'un gang justifient en eux-mêmes une action.

L'article examine quelques pistes pour un engagement humanitaire dans un tel environnement : le dialogue avec les gangs – et la manière de créer une certaine confiance – l'éducation, les services, mais aussi le dialogue sur des questions de fond. Une telle action n'a de sens qu'à moyen ou long terme ; elle peut avoir un impact très positif mais ne permet de soigner que les symptômes d'un mal plus profond.

Les gangs sont l'un des acteurs importants dans la violence urbaine. Ils l'ont déjà été dans l'histoire, mais l'urbanisation de nos sociétés les rend plus visibles et accroît leur nombre. Des centaines de milliers de personnes font aujourd'hui partie de gangs territoriaux, affectant la vie de millions d'autres personnes. Dans nombre de pays, des acteurs humanitaires sont confrontés à cette réalité, dans les domaines de la santé, de l'éducation, du développement mais aussi du travail avec les réfugiés et de la protection en prison.

Le mot de 'gang' est souvent utilisé à tort et à travers dans des comptes-rendus médiatiques ; certains gangs, dont les membres signalent leur appartenance par des tatouages sur le visage et dont les actions peuvent être extrêmement violentes, sont un excellent matériel

* Original français. La version anglaise de cet article est publiée sous le titre 'Territorial gangs and their consequences for humanitarian players' dans *International Review of the Red Cross*, Vol. 92, N° 878, juin 2010, pp. 387-406. Le présent article reflète l'opinion de son auteur et pas nécessairement celle du Comité international de la Croix-Rouge. Il a été écrit avant la parution du Yearbook 2010 du Small Arms Survey, *Gangs, Groups and Guns* (Cambridge University Press). Le lecteur peut y trouver un reportage photographique sur la vie des gangs et sept chapitres consacrés à divers aspects du phénomène.

pour le sensationnalisme. Il y a quelques années, un auteur américain est allé jusqu'à affirmer que les gangs sont une nouvelle forme de rébellion menaçant l'État, voire les États de toute une région¹.

Il importe de bien définir de quoi l'on parle lorsqu'on utilise le mot gang et qu'on le qualifie avec le mot territorial. Étymologiquement, un "gang" désigne une équipe ou un groupe. En anglais, le mot a successivement désigné le groupe de forçats rivetés à la même chaîne puis un groupe d'individus s'adonnant à des activités criminelles. La nature de ces activités criminelles reste souvent mal définie : alors que certains nomment gang toute bande éphémère d'adolescents traînant dans la rue, d'autres n'hésitent pas à en qualifier des organisations transnationales comme les mafias italiennes ou russes.

Nous esquisserons d'abord une typologie des acteurs de la violence armée, afin de situer les gangs face à d'autres organisations et de mettre en lumière certaines de leurs spécificités. Nous examinerons ensuite les caractéristiques principales des gangs et certains éléments qui indiquent que ces derniers risquent plus de perdurer, voire de se développer, que de disparaître. Nous aborderons enfin les conséquences humanitaires de leur action, ainsi que des pistes que les acteurs humanitaires peuvent suivre s'ils travaillent dans des communautés affectées par les gangs, ou en faveur de membres de ces derniers.

Les acteurs armés de la violence interne

Dans les situations de violence interne², les parties sont plus diverses que les parties à des conflits armés non internationaux. Avant de nous focaliser sur les gangs territoriaux, il est utile de dresser un panorama des acteurs de la violence interne, souvent urbaine. Face à la police et/ou à l'armée peuvent se trouver des acteurs qui ne recourent pas à la violence armée organisée et d'autres qui l'utilisent de manière systématique. Parmi les acteurs qui ne recourent que de façon exceptionnelle à la violence armée, on peut citer des syndicats, des groupes étudiants³, des mouvements indigènes et/ou des associations de paysans sans terre⁴, des foules sans organisation ou avec une organisation minimale⁵.

On peut diviser les acteurs qui recourent à la violence armée de façon habituelle en cinq catégories, selon la logique qui sous-tend leur action : les groupes armés d'opposition, les groupes armés pro-gouvernementaux, les groupes "communautaires", les gangs territoriaux et les groupes "criminels". Leurs activités et souvent leur existence même placent tous ces groupes en marge du droit national.

¹ Max G. Manwaring, *Street Gangs: The New Urban Insurgency*, mars 2005, disponible sur <http://www.carlisle.army.mil/ssj> (dernière consultation le 7 juin 2010). On peut suivre l'auteur lorsqu'il affirme que les gangs posent un sérieux problème de sécurité aux États, mais pas lorsqu'il continue en affirmant qu'ils souhaitent le renverser. Cela ne tient compte ni du fait que les gangs qu'il cite n'articulent pas de programme politique, ni du fait qu'ils ne menacent pas vraiment les États, tout en étant bien plus nombreux que les rébellions qui les ont précédées. Manwaring accorde 39'000 membres aux gangs du Salvador, ce qui équivaut à plus de dix fois le nombre de combattants du FMLN (*Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional*) pendant la guerre (environ 3'500) ; le FMLN était parvenu à contrôler 20% du territoire national, bien plus que ces *maras*. Même en tenant compte du fait qu'il y a deux gangs dominants, ces dernières auraient la puissance d'ébranler l'État, si elles étaient vraiment une rébellion.

² Cette catégorie n'est pas juridique, au contraire de celles de conflit armé non international, de troubles intérieurs ou de tensions internes. Elle est utilisée ici pour regrouper les situations hors conflit où la violence organisée est utilisée par au moins une des parties.

³ Les événements de mai 1968 en France en fournissent une belle illustration.

⁴ Comme par exemple en Bolivie en 2009.

⁵ Les bandes de jeunes des banlieues françaises sont à mettre dans cette catégorie, même s'il semble que certaines d'entre elles cherchent de plus en plus à se procurer des armes à feu, voire des armes de guerre.

Il n'existe aucune définition d'une ces catégories qui soit acceptée largement, même si ces ensembles sont souvent distingués. À défaut de véritables définitions, nous recourons ici à des idéaux-types. L'essentiel n'est pas de chercher la définition parfaite, mais de déterminer selon quelle logique un groupe donné opère, ce qui oriente ensuite notre compréhension du phénomène, ainsi que la stratégie d'un acteur humanitaire. Il suffit de garder à l'esprit qu'un groupe donné peut présenter les caractéristiques de plusieurs modèles ou – plus souvent – passer de l'un à l'autre⁶.

Typologie

Les groupes armés d'opposition

Partie à des conflits internes, mais également à des situations de violence interne, ils se posent en rivaux de l'État ou de son administration, en contestant leur existence ou certaines de leurs décisions. Leur but politique peut être nébuleux, mais ils ont la plupart du temps au moins un slogan. Ils sont présents en ville et dans les campagnes. Exemples : le Mouvement des Forces Démocratiques (MFDC) au Sénégal, les *Sabaot Land Defence Forces* (SLDF) au Kenya jusqu'en 2008, les restes du Sentier Lumineux au Pérou après 1999, les *Houthis* du Yémen⁷.

Les groupes armés pro-gouvernementaux

Actifs dans des conflits armés non internationaux, mais également dans des situations de violence interne, ils se posent en rivaux de groupes armés d'opposition même s'ils ne sont pas directement des agents de l'État. Ils sont souvent créés avec l'assentiment et le soutien des États ou de certains de leurs agents. Ils sont plus souvent présents dans les campagnes. Exemples : les *Autodefensas Unidas de Colombia* (AUC) en Colombie, les *Civil Defense Forces/Kamajors* en Sierra Leone.

Les groupes "communautaires" – à défaut d'un meilleur terme

Ils se voient comme parties à une lutte mais ne se posent pas en rivaux de l'État : leurs adversaires sont d'autres groupes similaires. Ils les affrontent pour protéger "les leurs" ou nuire aux "autres". Bien que très divers entre eux, ils ont pour point commun la défense d'intérêts particuliers, ceux de la communauté dont ils émanent. Les affrontements sont souvent motivés par l'appropriation de territoire (physique ou symbolique), mais aussi parfois de biens, comme du bétail. Ces groupes sont rarement permanents et, une fois une opération terminée, leurs membres se fondent en général à nouveau dans la communauté. Ils sont présents en ville et dans les campagnes. Exemples : les *lashkars* – armées tribales – en Afghanistan et au Pakistan, les groupes dits arabes au Darfour, les patrouilles de citoyens armés au Guatemala, les hooligans liés au football européen, les milices de propriétaires terriens aux Philippines, les "bandes de jeunes" des banlieues françaises.

⁶ Les coupeurs de route centrafricains, le *Aryan Brotherhood* (un gang de prison américain) et *Cosa Nostra* sont ainsi à mi-chemin entre le gang territorial et le groupe criminel. Les Tigres d'Arkan, à l'origine supporters de Étoile Rouge Belgrade, sont ainsi devenus un groupe armé pro-Serbie acteurs du conflit en Bosnie ; leur chef lui-même avait un passé criminel.

⁷ La plupart de ces groupes ont été à des moments différents de leur histoire parties à un conflit armé non international et partie à une situation de violence interne ; certains ont fait le changement plusieurs fois : le début officiel d'un conflit n'a pas marqué leur création et la fin officielle d'un conflit n'a souvent pas signifié leur démobilisation.

Source de "troupes" déjà plus ou moins constituées, ils sont souvent instrumentalisés par les parties lors d'un conflit armé non international et se transforment assez facilement en groupes armés pro-gouvernementaux ; parmi les exemples les plus connus de ce transfert on peut citer les *Kamajors* de Sierra Leone et les *Awakening Councils* en Irak⁸.

Les groupes "criminels"⁹

Ils ont pour seul but l'enrichissement par le biais d'activités illégales. Ils peuvent se spécialiser dans une activité illégale spécifique, comme le trafic de drogue, le cambriolage ou le racket. Ils peuvent être très petits ou avoir des ramifications sur l'ensemble d'un pays ou d'une région, villes et campagnes. Le contrôle physique d'un territoire ne leur est pas nécessaire et ils pensent plus en termes de contrôle de marchés ; plutôt que de contester l'État, ils essaient de le noyauter s'ils le peuvent, pour s'assurer une certaine tranquillité. Exemples : la mafia russe, les triades chinoises, les contrebandiers de drogue afghans, les pirates somaliens¹⁰.

Les gangs territoriaux

Ces groupes sont à l'intersection entre les groupes criminels et les groupes communautaires : ils cherchent à se rendre maîtres d'un territoire pour y gérer l'ensemble des activités criminelles et/ou pour y "protéger" la population. Ils ne contestent l'autorité de l'État (respectivement de certains de ses représentants) que lorsqu'elle empiète sur leurs activités ou sur leur territoire. C'est un phénomène essentiellement urbain et carcéral¹¹. Exemples : les

⁸ Ils peuvent aussi servir de milieu pour l'éclosion de groupes armés d'opposition, comme certaines milices tribales au Darfour.

⁹ Tous les groupes que nous illustrons mènent des activités interdites en droit national et peuvent donc être qualifiés de "criminels" par un observateur externe. Intuitivement, nous reconnaissons pourtant tous qu'il y a une différence entre une bande de braqueurs de banque ou de trafiquants de drogue et les autres catégories énumérées.

¹⁰ Bien que la criminalité soit régie en principe par le droit national, certaines catégories d'activités criminelles font aussi l'objet d'un régime juridique spécifique en droit international, par exemple la piraterie – définie dans la *Convention des Nations Unies sur le Droit de la Mer* – le trafic de stupéfiants – *Convention contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes de 1988 (Convention de Vienne)* – et le trafic d'êtres humains – Annexe II à la *Convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée*.

¹¹ Le *National Gang Threat Assessment 2009* du National Gang Intelligence Centre américain distingue trois catégories de gangs actifs aux États-Unis : les gangs de rue, les gangs de prison et les gangs de motards. Cette dernière catégorie fait sens dans une perspective de répression de la criminalité et parce qu'ils partagent bon nombre de caractéristiques organisationnelles. Leur dynamique est cependant différente de celles des deux autres catégories, dans le sens qu'ils ne contrôlent pas de territoire physique et n'aspirent pas à le faire : cela fait une grande différence pour les acteurs humanitaires, même si cette perspective peut sembler étrange à des forces de sécurité. Le lecteur intéressé par les gangs de motards peut se référer aux travaux d'Arthur Veno sur ceux d'Australie, ainsi qu'au récent article de John Bruni, 'Cycles of Violence, Australia's outlaw motorcycle gangs', dans *Jane's Intelligence Review*, janvier 2010, pp 38-43.

Bloods et les *Crips* aux États-Unis¹², les *Seven Seven* à Timor Leste¹³, les *Numbers* en Afrique du Sud, les *Mungiki* au Kenya¹⁴, les *Maras* en Amérique du Nord et Centrale.

Certains gangs territoriaux servent de service de protection à des groupes criminels, en particulier pour le trafic de stupéfiants, ce qui rend la différenciation difficile.

Le phénomène des gangs territoriaux

Après les avoir situés dans le paysage de la violence interne, souvent urbaine, nous pouvons examiner les gangs territoriaux en tant que tels. Les "gangs" ne sont pas une nouveauté dans le paysage de la violence : le sociologue Frederic Milton Thrasher en avait dénombré 1313 à Chicago en 1927¹⁵. On trouve des "gangs" dans toutes les sociétés du monde. Ils éclosent pour la plupart dans les quartiers défavorisés et marginalisés de grandes villes, où la police assure peu la sécurité et où les services de l'État ne sont guère efficaces. Beaucoup ne sont que des bandes de jeunes très éphémères, mais un certain nombre atteignent une permanence qui leur permet de contrôler un territoire et d'y imposer leur loi, passant de la "bande" au gang territorial. Les plus connus de ces derniers se trouvent à l'heure actuelle en Amérique Centrale, au Brésil et aux États-Unis¹⁶, mais tous les continents sont touchés, quoiqu'à des degrés divers¹⁷.

Le gang répond en premier lieu à deux besoins : l'appartenance à un groupe et le statut personnel. Les gangs territoriaux regroupent principalement des jeunes¹⁸ sans perspective économique et sociale, à qui l'appartenance à un gang offre une vie plus agréable ou plus trépidante, même si elle est plus courte. Le choix d'entrer dans un gang peut être parfaitement rationnel, lorsque les autres perspectives économiques et sociales sont limitées. Au Brésil, l'expression consacrée définit le choix entre vivre *pouco como um rei, ou muito como um zé*,

¹² Deux gangs en majorité afro-américains, actifs dans le trafic de stupéfiants et d'autres activités criminelles. Les *Bloods* comptent entre 7'000 et 30'000 membres aux États-Unis, répartis dans 123 villes de 33 États ; les *Crips* regroupent entre 30'000 et 35'000 membres dans 221 villes de 41 États (*National Gang Threat Assessment 2009, op. cit.*, note 10, p 25). Ces deux gangs sont plus une collection de sous-groupes partageant une même culture qu'une organisation centralisée.

¹³ Pour Timor Leste, on peut se référer à James Scamarcy, *A Survey of Gangs and Youth Groups in Dili, Timor-Leste*, 2006, disponible sur http://www.etan.org/etanpdf/2006/Report_Youth_Gangs_in_Dili.pdf (dernière consultation le 7 juin 2010) ou à Austcare and Small Arms Survey, *Groups, gangs, and armed violence in Timor-Leste*, avril 2009, disponible sur http://www.smallarmssurvey.org/files/portal/spotlight/country/asia_pdf/asia-timor-leste-TLAVA-IB2-En.pdf (dernière consultation le 7 juin 2010).

¹⁴ Ce groupe est souvent qualifié de secte à cause de ses croyances religieuses ; il se comporte cependant comme la plupart des gangs du monde, en termes de contrôle du territoire et de relation à l'État. Mungiki "*up through the 1980s had been largely a cultural cum religious cult in the Kikuyu inhabited parts of the Rift Valley. Later it metamorphosed into a Mafioso style gang that grew and eventually became a shadow government in the slums of Nairobi and in parts of Central Province*" (*Commission of Inquiry into the Post Election Violence Final Report*, 2008, p 27). Comme les gangs de la Jamaïque et de Timor Leste, il reçoit une partie de son soutien d'hommes politiques en échange de services (*ibid.*, pp 104, 121-123, etc.).

¹⁵ Pour un panorama sur certains gangs de Chicago de 1904 à nos jours, on peut se référer à John Hagedorn, *A World of Gangs*, Minnesota University Press, Minneapolis, 2008, pp. 65-83.

¹⁶ Dans une moindre mesure au Canada, voire au Royaume Uni.

¹⁷ En URSS puis en Russie, ils ont été désignés sous le nom de "phénomène de Kazan", suite aux travaux d'Alexander Salagaev sur cette ville ; voir par exemple Alexander Salagaev, Alexander Shashkin, Irina Sherbakova et Elias Touriyanskyi, 'Contemporary Russian Gangs, History, Membership, and Crime Involvement', dans *European Street Gangs and Troublesome Youth Groups*, AltaMira Press, Oxford, 2005, pp. 169-191. Pour la Chine, on peut se référer aux travaux de Lening Zhang, par exemple Lening Zhang, Steven F. Messner, Zhou Lu et Xiaogang Deng, 'Gang Crime and Its Punishment in China', dans *Journal of Criminal Justice*, Vol. 25, N° 4, 1997, pp. 1-15.

¹⁸ Souvent de jeunes hommes, mais cela n'est pas exclusif.

"peu comme un roi ou beaucoup comme une personne"¹⁹. La pauvreté et la marginalisation sont à la fois causes et conséquences des gangs et une culture de la violence dans l'environnement des jeunes peut être un facteur aggravant pour leur émergence. Cette culture de la violence inclut souvent la violence domestique, la violence liée à un conflit armé²⁰, une culture exaltant la force des guerriers²¹, mais aussi les productions, musiques et films, voire jeux vidéos et journaux²² glorifiant la violence criminelle ou celle des gangs²³.

Évolution

Même si les gangs qui contrôlent un territoire ne sont pas un phénomène nouveau, on assiste à plusieurs évolutions qui changent la donnée du problème et semblent lui prédire une belle longévité.

D'abord, la population urbaine augmente, avec 50% de la population mondiale en 2008²⁴, créant des agglomérations de plus en plus peuplées, qui sont autant de bassins de recrutement, surtout lorsque les services de base ne sont pas – ou mal- assurés.

Ensuite, l'armement utilisé est de plus en plus puissant ; des armes blanches comme le couteau à cran d'arrêt, on est passé à l'usage systématique d'armes de poing. À l'heure actuelle, des armes de guerre comme les M16 et les AK47 sont régulièrement utilisées ou saisies. Diverses indications laissent à penser que l'inflation ne s'arrêtera pas là et que des armes plus lourdes pourraient devenir plus répandues, tant parmi les gangs qu'au sein de groupes criminels ; en France, des roquettes anti-char RPG et des explosifs ont été utilisés dans certains braquages²⁵ et au Brésil des mitrailleuses lourdes ont été utilisées dans certaines *favelas* de Rio contre des hélicoptères de la police²⁶.

De surcroît, les gangs les plus grands ont largement dépassé les limites de leur ville d'origine. Des organisations plus ou moins centralisées peuvent être actives à l'échelle d'un pays (*Bloods* et *Crips* aux États-Unis), voire d'un continent (*maras* en Amérique Centrale et du Nord). Elles peuvent aussi regrouper des milliers de membres, souvent plus que la police. Deux cas extrêmes peuvent être cités : selon certaines estimations, à Timor Leste, les gangs

¹⁹ Selon les paroles d'un morceau de rap populaire, cité par Pablo Dreyfus *et al.*, *Small Arms in Rio de Janeiro, The Guns, the Buyback and the Victims*, étude de Small Arms Survey, Viva Rio et ISER, décembre 2008, p. 116.

²⁰ Le rôle de combattants démobilisés est patent au Salvador et au Nicaragua, mais aussi en Sierra Leone.

²¹ Lorsqu'un jeune baigne dans une culture où on lui apprend que l'usage de la violence est un moyen (ou le seul moyen) d'être respecté et respectable, les risques sont grands qu'il considère la violence comme normale.

²² Le magazine américain *Don Diva* en est un exemple intéressant, malgré les dénégations de pure forme de ses éditeurs.

²³ L'influence de ces derniers est bien réelle, mais elle porte plus sur le type de violence que sur l'émergence de la violence en tant que telle (entretien de l'auteur avec un chercheur sur les causes de la violence extrémiste en Suisse, Genève, janvier 2009).

²⁴ UNFPA, *État de la population mondiale 2007, Libérer le potentiel de la croissance urbaine*, 2007, p 1.

²⁵ Comme le 30 mai 2002 contre un fourgon de transport de fonds de la société Brink's, à la Penne-sur-Huveaune (RPG), et le 3 juillet 2008 contre un autre fourgon de transport de fonds de la société Loomis à Cassis (explosif).

²⁶ Dont le 17 octobre 2009, en abattant un hélicoptère au dessus de la favela "Morro dos Macacos". Le chef de la police militaire (gendarmerie) de l'état, Mario Sergio Duarte, a affirmé suite à cette affaire que la police avait déjà saisi des lance-grenades, des mitrailleuses de calibre 50 (12.7mm) et des missiles anti-aériens. La proportion des mitrailleuses parmi les armes saisies par la police à Rio de Janeiro a été multipliée presque par quatre entre la période 1981-1992 et 1993-2003 (0.32 % à 1.2 %), alors que le nombre total d'armes saisies a lui aussi augmenté (Patricia Silveira Rivero, 'The Value of the Illegal Firearms Market in Rio de Janeiro City ; the Economic and Symbolic value of Guns in Crime' dans *Small Arms in Rio de Janeiro: the Guns, the Buyback and the Victims*, Small Arms Survey, 2008, p. 65).

sont plus nombreux que la police, l'armée et la mission des Nations Unies réunies²⁷ ; la MS 13, un gang d'origine salvadorienne, est créditée de 10'000 membres aux États-Unis et de 20-40'000 autres en Amérique Centrale²⁸. Dans les deux cas, les chiffres peuvent être exagérés, mais le phénomène a clairement une ampleur qui dépasse de loin celle de la plupart des guérillas.

Pour terminer cette énumération, la place prépondérante prise par les drogues dans les activités des gangs a contribué à augmenter les profits potentiels et donc à élever le niveau de la violence²⁹.

Structure et identification

Ainsi que nous l'avons déjà mentionné, il n'y a pas de définition convenue de ce qu'est un gang³⁰. Toutes les définitions existantes ont un degré d'intuitivité, d'autant plus qu'elles sont souvent trop larges pour être utiles aux acteurs humanitaires, pour qui le caractère territorial – ou non – d'un gang a une influence directe sur la capacité à opérer. Celle de l'anthropologue Dennis Rodgers satisfait en bonne partie leurs besoins. Selon lui, les gangs sont des

"Definite social organizations that display an institutional continuity independent of their membership. They have fixed conventions and rules, which can include initiation rituals, a ranking system, rites of passage and rules of conduct that make the gang a primary source of identity for its members.

Gang codes often demand particular behaviour patterns from members, such as adopting characteristic dress, tattoos, graffiti, hand signs and slang, as well as regular involvement in illicit and violent activities. ... Their relationship with local communities can be either oppressive or protective (indeed, this can shift from one to the other over time)³¹."

Les gangs territoriaux ont une structure organisée, souvent hiérarchisée, parfois pyramidale. Un membre doit faire ses preuves ; s'il y parvient, il peut monter en grade. Ce changement implique de nouvelles fonctions³² et peut être matérialisé par un signe extérieur comme un nouveau tatouage. La prise de décision peut être assez démocratique ou très autoritaire ; la règle générale veut que plus un gang est grand, moins il laisse de pouvoir de décision à ses membres individuels. Même en prison, certains leaders de haut rang gardent leur influence et peuvent continuer à donner des ordres à l'extérieur. Les gangs d'envergure

²⁷ Les estimations du nombre de membres des plus grands gangs du Timor Leste, en particulier les *Seven Seven* et les *PSHT - Persaudaraan Setia Hati Terate* - varient entre 20 000 et 50 000 membres. En tous les cas, l'armée timoraise est censée compter 1 500 réguliers et 1 500 réservistes, la police peut-être 3 000 et l'UNMIT 1 552 hommes en uniforme, plus un millier de civils (source : UNDPKO). Les forces de sécurité sont donc largement dépassées par le nombre de membres de gangs.

²⁸ *National Gang Threat Assessment 2009*, voir note 11, p. 26.

²⁹ Un exemple parmi d'autres, le Nicaragua (Dennis Rodgers, 'An Urban Gang Moves from Social to Economic Violence', dans José Luis Rocha et Dennis Rodgers, *Gangs of Nicaragua*, Managua, 2008, p. 83). Les sources d'argent les plus courantes des gangs sont le trafic de stupéfiants, l'extorsion et l'argent fourni par des acteurs politiques.

³⁰ Voir l'opinion de Anika Oettler: *The term "gang" is generic and non-specific. A quick overview of the literature shows that it can refer to a range of phenomena, from spontaneous youth peer groups to organised criminal activity* (dans José Luis Rocha et Dennis Rodgers, *Gangs of Nicaragua*, Managua, 2008, p. 6).

³¹ Dennis Rodgers, 'The Gangs of Central America: Major Players and Scapegoats', dans José Luis Rocha et Dennis Rodgers, *Gangs of Nicaragua*, Managua, 2008, p. 169.

³² À Rio, neuf fonctions peuvent être identifiées, avec des variantes pour les noms : *dono, gerente geral, sub-gerente, soldado, fiel, vapor, olheiro* et *endolador* (Luke Dowdney, *Children in the Drug Trade, A Case Study of Children in Organised Armed Violence in Rio de Janeiro*, 7Letras, Rio de Janeiro, 2003, p. 48).

nationale ou régionale sont souvent structurés en plus petites unités, appelées *sets* ou *chapters* aux États-Unis et *cliquas* ou *pandillas* en Amérique Centrale. Ces dernières ont une grande indépendance, pour autant qu'elles se conforment à certaines règles, qui impliquent souvent de reverser une partie de leurs gains à l'échelon le plus haut. Ils peuvent adopter une organisation quasi-militaire lors de leurs affrontements avec d'autres gangs³³.

Pour les membres d'un gang territorial, il y a une ligne de démarcation claire entre eux et le reste du monde³⁴, souvent le résultat d'une initiation, qui permet de déterminer si la recrue potentielle a le caractère nécessaire pour faire partie du groupe. Certains gangs demandent aux nouveaux de commettre un acte illégal, souvent un meurtre³⁵, parfois un vol. À Rio, beaucoup de gangs se contentent d'observer les jeunes qui "traînent avec eux" avant de leur confier de petites tâches³⁶. Les *maras* salvadoriennes recourent à un passage à tabac du candidat par plusieurs membres³⁷. De très jeunes enfants peuvent être recrutés comme membres à part entière. L'aspect de socialisation des gangs ne doit pas être sous-estimé, car il permet à des jeunes de se construire une identité alternative à celle que leur propose la société³⁸. Cela rend particulièrement difficile la sortie d'un gang, à moins qu'une alternative ne soit disponible.

Corollaire de la démarcation entre membres et non-membres, un gang a ses propres codes, ses propres valeurs et ses propres règles, en définitive sa propre culture. Plusieurs groupes ont une langue codée ou signée. Cette culture peut réinterpréter des éléments de celle de la société³⁹ et implique souvent l'ostentation : choix des couleurs vestimentaires⁴⁰, tatouages⁴¹ et graffitis sur les murs, qui sont en outre un moyen de marquer le territoire.

³³ Pour des indications chiffrées quant au revenu d'un gang et aux dépenses liées à la guerre avec d'autres gangs, on peut se référer à Steven D. Levitt et Sudhir Alladi Vekantesh, 'An Economic Analysis of a Drug-Selling Gang's Finances', dans *The Quarterly Journal of Economics*, août 2000, pp. 755-788.

³⁴ Cette démarcation est beaucoup moins claire pour un observateur externe ; l'existence de "wannabees" (terme américain, utilisé aussi en Afrique du Sud), des jeunes qui imitent les codes culturels des gangs de leur quartier sans en faire partie, crée une certaine confusion. Certains gangs ont institutionnalisé le statut de "membre postulant", une sorte d'étape intermédiaire entre la vie civile et l'appartenance au gang ; c'est par exemple le cas des *Mongrel Mob* Néo-Zélandais qui les appellent "*prospects*" (Tuhoé Isaac et Bradford Haami, *True Red, The Life of an ex-Mongrel Mob Gang Leader*, 2008) ; les *Mongrel Mob* sont par ailleurs un des exemples actuels de la (lente) transformation d'un gang en une organisation criminelle. De plus, certains éléments de la culture associée au gang peuvent être partagés avec un bassin bien plus large : la musique rap ou hip hop – même en version "gangsta rap" – est aussi écoutée largement hors des gangs (Andre Standing, *The Threat of Gangs and Anti-Gangs Policy*, ISS paper 116, 2005, pp. 10, 12-13). De surcroît, pour compliquer encore la question, les liens entre un gang (ou certains de ses membres) et la police, respectivement le secteur associatif, sont souvent nombreux et intenses. Certains experts estiment que les gangs territoriaux ont besoin de la complicité d'éléments dans la police pour survivre et prospérer. Ces liens peuvent se tisser par le biais de la corruption, mais aussi grâce au patronage de personnalités du monde politique.

³⁵ Les gangs sud-Africains requièrent souvent un viol ou un meurtre comme initiation (A. Standing, *op. cit.*, note 34, p. 2).

³⁶ L. Downey, *op. cit.*, note 32, pp. 123-125.

³⁷ La dernière scène du documentaire "La Vida Loca" de Christian Poveda montre un de ces passages à tabac dans la *Mara 18*. Les filles sont en principe soumises à la même initiation, mais dans certaines *maras* et d'autres gangs elles peuvent éviter le passage à tabac en acceptant d'être "sexed in", auquel cas elles ont un statut de membre de deuxième catégorie (un exemple américain est décrit par Jody Miller, 'Gender and Victimization Risk among Young Women in Gangs', dans *Journal of Research in Crime and Delinquency*, Vol. 35, N°4, novembre 1998, pp. 445-446).

³⁸ Cela n'épuise pas les raisons qui peuvent pousser à entrer dans un gang ; ces dernières varient trop d'un individu à l'autre et surtout d'un pays à l'autre pour que nous tentions d'en dresser une liste exhaustive dans le cadre de cet article.

³⁹ L'usage de codes postaux pour définir l'appartenance à un gang en est un exemple ; la MS 13, une des *maras* salvadoriennes, présente aux États-Unis et dans une bonne partie de l'Amérique Centrale, a quant à elle récupéré un signe de la main appelé "les cornes du diable", dont l'origine provient de la culture du *heavy metal*.

⁴⁰ Avoir des vêtements d'une certaine couleur permet à la fois de se reconnaître entre membres, d'impressionner la population et de reconnaître l'ennemi, le tout sans commettre d'action illégale qui pourrait attirer les foudres de

Les règles dans un gang sont souvent simples, insistant sur la solidarité à l'égard d'autres membres et l'interdiction absolue de renseigner la police. Des comportements comme la désobéissance et la désertion sont punis car ils mettent en danger l'existence même du gang.⁴² Plusieurs acceptent cependant que leurs membres s'en séparent en bons termes, lorsque certaines conditions sont remplies⁴³. Les règles dans le rapport aux personnes "civiles", aux membres d'autres gangs et à la police varient énormément d'un gang à l'autre.

Territoire et relation à la population

La notion de territoire est fondamentale pour un gang, elle le définit. Nombre de gangs utilisent d'ailleurs des noms de rue ou de quartiers dans leur appellation officielle, même lorsqu'ils ont largement dépassé leur lieu d'origine.

Le contrôle du territoire doit être assuré d'abord contre les autres gangs. Cela donne lieu à de véritables guerres, où une vaste panoplie d'armes peut être utilisée. Un gang a en général plus de membres qu'un groupe criminel : il en a besoin pour pouvoir physiquement contrôler son territoire, voire l'étendre.

Le contrôle doit aussi en être assuré contre l'État⁴⁴, mais les gangs ne prétendent pas à renverser les autorités ; ils peuvent même être une émanation / création d'acteurs politiques, comme à la Jamaïque, ou être utilisés par eux à des fins politiques, comme au Nigéria. Ils servent alors à récolter des voix aux élections ou à empêcher les adversaires politiques de leur patron de faire campagne sur leur territoire. Dans les rares cas où des gangs menacent un État, c'est en réaction à une menace directe⁴⁵.

La relation à la population des quartiers contrôlés est plus complexe que l'on pourrait le croire ; les gangs peuvent être prédateurs ou protecteurs⁴⁶ et passer d'une attitude à l'autre⁴⁷.

la loi. Aux États-Unis, les couleurs sont par exemple le rouge pour les *Bloods*, le bleu pour les *Crips*, et le noir et or pour les *Latin Kings*. Au Brésil, sans surprise, le rouge est la couleur du *Comando Vermelho*.

⁴¹ Les membres de *maras* d'Amérique Centrale (*MS 13* et *Mara Salvatrucha*) ont souvent des tatouages élaborés et visibles – jusque sur le visage – évoquant leur appartenance au gang et leur parcours. Lorsque des membres de gangs rivaux se trouvent dans la même prison, ces tatouages deviennent un point focal des conflits. En Afrique du Sud, les *Numbers* utilisent les tatouages pour indiquer à quel gang un membre est affilié (les 26, 27 ou 28) ainsi que son rang).

⁴² Le meurtre de Brenda Paz, une jeune femme de 17 ans ex-membre du gang MS 13, en décembre 2003 s'explique par le fait qu'elle avait accepté de travailler avec le FBI.

⁴³ Le fait d'attendre un enfant est souvent considéré comme une bonne raison de prendre ses distances, pour autant que cela n'implique pas de devenir informateur. Pour le Nicaragua, José Luis Rocha affirme que la conversion dans une église évangélique et les études universitaires offrent souvent une porte de sortie (*Gangs of Nicaragua, op. cit.*, note 29, p. 35).

⁴⁴ Souvent absent, ou représenté uniquement par une police soit complice, soit adepte de grandes opérations à des fins médiatiques, mais sans grand impact sur les gangs. L'émergence de gangs territoriaux et surtout leur pérennité est aussi due à la faillite du système de maintien de l'ordre. Cela n'exclut pas une présence nominale de la police dans certains endroits ou des patrouilles de pure forme, mais plus un gang se sent puissant, plus il s'opposera même à cela.

⁴⁵ Le massacre de 28 passagers d'un bus au Honduras le 23 décembre 2004 était la réponse du gang MS 13 à un projet du gouvernement de rétablir la peine de mort. L'exemple le plus impressionnant d'attaque contre l'État a été donné par le PCC – *Primeiro Comando da Capital* – brésilien en mai 2006 ; en réponse au transfert de ses leaders emprisonnés (pour les couper de l'organisation), le PCC a organisé des émeutes dans plus de 70 pénitenciers et près de 300 attaques contre des infrastructures publiques dans l'État de Sao Paulo.

⁴⁶ Il serait faux de ne prendre en compte que la vision statistique des choses. Certes, "*where the groups' dominion is absolute, as in the comando-dominated favelas of Rio, burglary, mugging, and street violence ... become astonishingly rare*". Cependant, la sécurité mise en place par les *comandos* est relative : elle concerne des crimes de droit commun mais ne suffit pas pour que les gens se sentent en sécurité, ne serait-ce que du fait de la menace d'incursions policières musclées, causées par les gangs qui apportent une forme de paix civile : selon un ex-résident, "*This type of security, as in public order, OK. Now, security as in a feeling of physical integrity, the*

Certains utilisent même le vocabulaire de la justice sociale et se posent en alternative à un État absent sur leur territoire limité⁴⁸. Même lorsque le groupe est plus prédateur que protecteur, il ne faut pas oublier que la communauté peut en retirer des avantages immédiats et tangibles, comme "*protection, status, income, credit, rough justice*"⁴⁹. Le contrôle des quartiers crée parfois une forme d'obligation morale envers les habitants, qui laissent les gangs régner en échange de la sécurité contre les autres menaces, ou les considèrent comme "partie de la famille".

Certains gangs voient d'un mauvais œil les associations de la société civile qui peuvent offrir une alternative à leur contrôle d'une communauté. En règle générale cependant, les activités d'assistance et de développement sont bien perçues ; celles qui le sont moins touchent aux droits de l'homme, à l'*empowerment* des communautés et la démobilisation de membres des gangs sans l'assentiment de leurs chefs.

Conséquences humanitaires

La population peut être à la fois victime directe (cible d'extorsions, de viols ou de meurtres pour imposer la domination du gang) et victime indirecte (l'action des gangs perturbe la vie et dégrade les rares services à disposition). Lorsque la guerre entre les gangs ou contre la police est permanente, ce phénomène est amplifié.

Dans certains pays, le niveau de violence équivaut à celui qu'on observe lors d'un conflit armé non international ou le dépasse même, avec des taux d'homicide extrêmement élevés. En voici quelques exemples : le taux d'homicide pour 100'000 habitants dans le monde peut être estimé à 7.6⁵⁰. Il était de 57.9 au Honduras en 2008⁵¹, de 51.8 au Salvador en 2008, et de 45.2 au Guatemala en 2006. On peut comparer ces chiffres avec ceux de pays en conflits dans la même région, comme la Colombie où le taux d'homicide n'était "que" de 38.8 en

people don't feel safe with the drug trade" (Benjamin Lessing, 'Demand for Firearms in Brazil's Urban Periphery: A Comparative Study', dans *Small Arms in Rio de Janeiro: the Guns, the Buyback and the Victims*, Small Arms Survey, 2008, pp. 112-113).

⁴⁷ Du point de vue de l'efficacité, il semble qu'un mélange des deux soit le plus souvent adopté par les gangs, reposant à la fois sur la violence ou la menace et la recherche de soutien par le biais d'actions "populaires" de protection ou de justice ; un gang a besoin d'un soutien au moins passif de la population, en particulier lors d'interventions de la police ou de guerre avec un autre gang. Hors de prison, très peu de gangs cherchent à se l'assurer uniquement par la terreur.

⁴⁸ Sur des vidéos qui se revendiquent du PCC brésilien, on trouve des références au Chiapas, au Venezuela, à la Bolivie et aux Indiens du Brésil, cités comme des causes dont le PCC est solidaire ; il reste cependant à démontrer que cela procède d'une conscience politique. Son "Statut" a comme principale / seule revendication le changement de conditions dans certains lieux de détention. Le document est disponible sur <http://www.midiaindependente.org/pt/blue/2006/05/353333.shtml> (dernière consultation le 7 juin 2010).

⁴⁹ James Cockayne et Adam Lupel, 'Conclusion: From Iron Fist to Invisible Hand – Peace Operations, Organized Crime and Intelligent International Law Enforcement', dans *International Peacekeeping*, Vol. 16, N° 1, p. 158.

⁵⁰ Geneva Declaration, *Global Bruden of Armed Violence*, 2008, p 71. Le taux a été calculé pour 2004, dernière année où l'ONG a eu accès aux données de 201 pays.

⁵¹ Désagrégé en 8.0 pour les femmes et 109.5 pour les hommes, selon le bulletin n° 13 de l'Observatoire de la Violence de janvier 2009, pages 3 et 5, disponible sur http://www.ocavi.com/docs_files/file_661.pdf (dernière consultation le 7 juin 2010).

2008⁵². Les membres de gangs peuvent être eux-mêmes victimes de la violence, en étant tués ou blessés⁵³, mais aussi en étant capturés par les forces de sécurité.

Les familles de membres tués ou emprisonnés souffrent de conséquences similaires à celles que l'on observe lors de conflits internes, en termes de sécurité économique, voire de sécurité tout court. Si le prisonnier était la seule source de revenus de sa famille, le fait que cette source provenait de moyens illégaux ne fait guère de différence : à moins d'un soutien par la hiérarchie du gang, sa famille se retrouvera sans ressources. Même si les membres de gangs ne doivent pas s'attendre à faire fortune⁵⁴, leur absence peut signifier la misère pour leurs proches.

Les populations prises dans une "guerre" entre les gangs, ou entre un gang et les forces de sécurité, sont exposées au déplacement forcé, par suite des combats qui se déroulent à proximité de leur maison.

L'activité d'un gang perturbe en outre le fonctionnement de services comme la santé, l'eau potable, le ramassage des ordures et l'éducation. Cela peut se faire soit à cause de restrictions de déplacement imposées à la population⁵⁵, soit parce que les employés de ces services ne se sentent plus assez en sécurité dans le quartier ; cela peut aussi être le résultat de l'inexistence de ces services même avant l'émergence du gang.

Le plus préoccupant dans les conséquences de la violence des gangs pour la population est qu'elles affectent des pays, des régions ou des communautés déjà fragilisées par un environnement social et économique difficile. L'activité des gangs contribue à perturber encore plus les *coping mechanisms* mis en place. L'exemple le plus flagrant de cette dynamique réside dans les ponctions opérées sur les revenus des acteurs économiques⁵⁶, tant dans le secteur informel que dans les rares entreprises du secteur formel présentes dans les quartiers contrôlés par des gangs. Les petits vendeurs n'ont guère d'autre choix que de vivre avec ces ponctions qu'on leur impose, ce qui les empêche de développer leur activité. Les entreprises formelles quant à elles déménagent dès qu'elles le peuvent, ou cessent leur activité. La perte de ces emplois contribue à diminuer le nombre de possibilités offertes aux jeunes (et moins jeunes), les poussant vers les gangs. Ce phénomène est d'autant plus fort que la simple résidence dans un tel quartier peut inciter un employeur de l'extérieur à refuser une candidature, par crainte que le postulant ne soit un "gangster".⁵⁷

Les prisons où sont enfermés des membres de gangs différents sont le théâtre de nombreux affrontements entre gangs et d'exactions envers les autres détenus (viol, meurtre, extorsion, etc.). L'affrontement pour le contrôle du territoire est transposé dans les prisons. Les membres de gangs détenus sont un facteur aggravant de la violence en milieu carcéral, au contraire de ce que l'on observe souvent avec les membres de groupes armés dans les conflits armés, où ces derniers maintiennent un certain calme.

⁵² Ces chiffres sont disponibles sur le site du United Nations Office on Drugs and Crime (UNODC), http://www.unodc.org/documents/data-and-analysis/Crime-statistics/Criminal_justice_latest_year_by_country.20100201.xls (dernière consultation le 7 juin 2010) et se basent sur les données criminelles les plus récentes entre 2003 et 2008.

⁵³ Selon nombre d'interviews, l'appartenance à un gang offre à la fois une forme de protection et un potentiel de victimisation ; voir par exemple Jody Miller, 'Gender and Victimization Risk among Young Women in Gangs', dans *Journal of research in Crime and Delinquency*, Vol 35, N° 4, novembre 1998, pp. 429-453.

⁵⁴ Nous en avons beaucoup de preuves anecdotiques dans des interviews ; l'une des rares études qui apporte des chiffres le confirme : voir S. D. Levitt et S. A. Vekantesh, *op. cit.*, note 33.

⁵⁵ L'usage de boucliers humains est beaucoup plus rare (ou moins documenté) que les menaces par d'autres gangs.

⁵⁶ Par le biais de vols et/ou de taxes.

⁵⁷ Au Cap, A. Standing (*op. cit.*, note 34, p. 18) note que l'identification est à la fois géographique et raciale.

Y a-t-il une place pour les acteurs humanitaires ?

À priori, la violence urbaine semble assez éloignée des situations dans lesquelles des acteurs humanitaires interviennent ; il ne s'agit ni de conflit armé, ni de catastrophe naturelle, ni même de sous-développement⁵⁸. De surcroît, on pourrait argumenter que toute intervention externe dans un quartier contrôlé par un gang ne pourrait que contribuer à renforcer ses structures, ou son contrôle, et violerait le principe de "*do no harm*".

Dans les faits, un nombre important d'acteurs humanitaires interviennent pourtant dans de telles situations, sans que la légitimité de cette action ne soit mise en cause. Il suffit pour s'en convaincre de considérer les programmes dans les domaines de la santé ou de l'éducation que mènent diverses ONG et sociétés nationales de la Croix-Rouge ou du Croissant-Rouge. Un acteur humanitaire – qu'il s'agisse d'une organisation internationale, d'une société nationale ou d'une organisation non gouvernementale – peut avoir une raison d'interagir dans avec un gang dans deux scénarios.

Dans un premier cas, lorsque l'organisation mène ses activités "normales" dans le même espace qu'un gang mène les siennes. Il sera par exemple difficile d'éviter les détenus d'un gang lors de travaux de réhabilitation dans une prison. Le gang est présent sur des terrains où cette organisation avait de toute façon décidé d'agir, mais cette présence n'a pas de lien direct avec les effets humanitaires.

Dans un second cas, les besoins humanitaires de personnes sous le contrôle d'un gang peuvent en elles-mêmes justifier une action. Tel est souvent le cas juste après un accord de paix, lorsque les conséquences du conflit perdurent et sont compliquées par des gangs qui ont profité de la confusion pour s'organiser ou se renforcer. La présence du gang est alors une cause directe de problèmes humanitaires.

En pratique, ces deux cas de figure ne sont pas si différents ; il est par exemple difficile de savoir quelle situation dans certaines favelas de Rio est causée par l'action des *comandos* et dans quelle mesure l'émergence de ces mêmes *comandos* est une conséquence de conditions pré-existantes. L'essentiel réside dans le fait qu'un acteur humanitaire identifie des besoins réels et ait les capacités à gérer les activités qu'il entend mener, sachant que cela impliquera un dialogue avec des gangs et un engagement à long terme. Tout acteur humanitaire n'est pas forcément préparé à cela et la décision doit être mûrement réfléchie⁵⁹.

Pistes pour l'action d'acteurs humanitaires – contact et dialogue avec des gangs

Il est possible de rencontrer des membres de gangs en tant qu'acteur externe. Cela implique une recherche sérieuse avant toute rencontre volontaire, y compris sur la culture du gang. Cette recherche est d'autant plus importante que les médias et les autorités ont tendance à faire des gangs des boucs émissaires⁶⁰. Il est illusoire d'espérer que le gang prenne spontanément contact avec un acteur humanitaire, à moins que ce dernier n'ait déjà empiété sur son territoire.

Tout travail d'un acteur humanitaire dans un quartier (de ville ou de prison) contrôlé par un gang sera soumis à discussion ou autorisation du gang, qu'on en soit conscient ou pas. Cet accord doit être donné par un ou plusieurs leaders à un niveau de commandement idoine.

⁵⁸ Bien que cela n'entre pas dans le cadre de cet article, il faut mentionner ici un autre défi posé par les gangs : comment prendre en compte leur action sur un individu lorsqu'il s'agit d'accorder un statut de réfugié ? Cette réflexion a été menée par plusieurs organismes, tout récemment par le UNHCR dans son document *Guidance Note on Refugee Claims Relating to Victims of Organized Gangs*, mars 2010, disponible sur <http://www.unhcr.org/refworld/docid/4bb21fa02.html> (dernière consultation le 7 juin 2010).

⁵⁹ Le dialogue avec un gang n'est pas une partie de plaisir.

⁶⁰ A. Standing (*op. cit.*, note 34) met en lumière les décalages possibles entre l'image des gangs construite de l'extérieur et la réalité.

Le travail du CICR en prison (et parfois celui mené en périphérie du territoire des gangs) lui a parfois permis d'établir des contacts initiaux, mais peu d'acteurs humanitaires ont cette possibilité.

Les approches de membres individuels, en particulier pour offrir des programmes de réintégration⁶¹, ont montré leurs limites. Elles sont difficiles à mener lorsqu'un gang est fort et bien structuré, et dangereuses si elles sont conduites sans son assentiment ; elles ne permettent d'ailleurs pas de résoudre le plus grand problème potentiel, à savoir la pression qu'un gang peut exercer sur ses ex-membres pour qu'ils reviennent au bercail.

Engager le dialogue avec le gang comme un collectif impose un dialogue avec les leaders en priorité. Il est illusoire de débarquer dans un quartier sans y être invité ou toléré et d'espérer qu'une telle intrusion passera inaperçue⁶². Le *top down* est la seule approche viable, la seule qui puisse permettre de discuter d'un semblant de garanties de sécurité. Il est parfois possible d'approcher directement les responsables ; lorsque tel n'est pas le cas, des intermédiaires peuvent permettre de rencontrer les leaders (ou un envoyé) ou de leur passer des messages. Ces intermédiaires seront souvent d'anciens membres encore respectés. Certains acteurs politiques ont aussi des canaux de communication privilégiés. La crédibilité personnelle de l'intermédiaire est essentielle.

Les membres de gangs sont souvent disposés à parler à des étrangers (pour se justifier, pour se faire valoir ou par ennui). Il est essentiel de les écouter et d'y mettre le temps. Une relation de confiance personnelle et une meilleure compréhension de la culture du gang sont à ce prix. Cela ne doit cependant pas se faire sans sens critique : une partie du "jeu" consiste à se faire valoir devant un externe, si nécessaire en inventant de toutes pièces des atrocités imaginaires ; les *Comemuertos* (mange-morts) au Nicaragua ont ainsi développé une réputation effrayante de nécrophages par des vantardises sans fondement, complaisamment reprises par les rumeurs et certains médias.

Crédibilité des acteurs humanitaires

La crédibilité de tout acteur humanitaire dépend beaucoup de la crédibilité personnelle de son staff. Les critères de langue, de nationalité, de formation et d'expérience doivent être considérés. Cette crédibilité dépendra aussi du fait que l'acteur humanitaire ne sera pas perçu comme renseignant la police et de sa capacité à fournir des services utiles à la population sous contrôle du gang, et donc indirectement aux membres du gang.

Cela équivaut-il à renforcer les structures ou le contrôle d'un gang sur la population ? La question est parfois posée, mais ne tient guère compte des "services" sur lesquels se base en réalité ce contrôle. Si l'on exclut la coercition, les raisons citées par les communautés pour expliquer pourquoi elles acceptent le contrôle du gang n'ont pas trait à des services comme l'eau ou l'électricité, mais à la sécurité et à la justice. La population bénéficie surtout du contrôle d'un gang en étant protégée des gangs ennemis, de la police ou de la violence du gang lui-même. L'apport d'un acteur humanitaire ne permet pas de renforcer les capacités d'un gang à assurer cette protection⁶³. Comme il n'entend pas remplacer l'État, un gang territorial n'a que très peu à gagner en termes de légitimité aux yeux de la population s'il permet à des acteurs humanitaires de déployer leurs activités.

⁶¹ Par exemple par le biais d'une formation scolaire ou professionnelle ou par le biais de programmes sociaux.

⁶² Les gangs ont plusieurs manières de récolter des renseignements ; la plus simple et la plus systématique est le positionnement de guetteurs à travers leur territoire ; l'arrivée d'un acteur externe a donc peu de chances de ne pas être rapportée.

⁶³ À moins de lui donner de l'argent en quantité pour acheter armes, combattants et complicités, mais on n'est plus là dans le domaine de l'humanitaire.

Au contraire, un apport externe représente plutôt une menace pour le gang, qui était jusque là en position de monopole, comme seul interlocuteur de la population, et qui doit se demander si ces externes ne travaillent pas pour leurs adversaires. La crédibilité de l'acteur humanitaire est essentielle pour créer une atmosphère de confiance suffisante à un travail dans des conditions acceptables. Dans ce processus, la confiance est d'abord accordée à une personne et ensuite seulement (et pas toujours) à l'institution que représente cette personne.

Pistes pour l'action d'acteurs humanitaires – éducation

L'assistance aux communautés est certainement le domaine où les acteurs humanitaires peuvent avoir le plus d'effet ; elle n'est cependant pas sans écueil, ne serait-ce qu'à cause de des moyens matériels mis en œuvre et de la richesse qu'ils représentent. Chantage et vol sont plus que des éventualités.

Un autre écueil est souvent oublié lorsqu'on souhaite fournir une alternative aux membres de gangs, par exemple par le biais de formation scolaire ou professionnelle. La majorité des jeunes dans un quartier donné ne sont pas membres d'un gang et font ce qu'ils peuvent pour éviter de le devenir⁶⁴. Une offre trop généreuse envers les membres de gangs aboutirait à les récompenser d'avoir pris part à des activités criminelles, en les avantageant sur ceux qui s'en sont tenus à l'écart. Elle violerait le principe de non-discrimination. L'idéal serait que les membres et les non membres aient des possibilités équivalentes, même si elles sont offertes par des acteurs différents, ce qui implique une coordination efficace.

Un acteur humanitaire ne peut pas donner de réponse globale aux causes des gangs ; ni la pauvreté, ni l'absence de perspective sociale, ni l'absence de services de l'État ne peuvent être palliés par des ONG, si nombreuses et efficaces soient-elles. Il est tout aussi illusoire d'espérer changer les données culturelles sur le moyen terme.

Une approche visant à prévenir l'enrôlement de jeunes à risques dans les gangs semble plus prometteuse mais n'est pas sans difficultés. Cela peut se faire par exemple en offrant des activités alternatives à des jeunes désœuvrés⁶⁵. Les acteurs humanitaires peuvent donc tout au plus s'attaquer à certaines conséquences et pas aux causes de l'existence des gangs⁶⁶, faisant en cela une différence importante dans la vie de ceux qu'elles assistent. Dans une certaine mesure, offrir une alternative à la culture du gang est possible, par exemple en offrant des activités sportives.

L'alphabétisation et la formation professionnelle sont un autre domaine où un apport humanitaire peut porter des fruits et même offrir une alternative à l'engagement dans un gang.

⁶⁴ Le *National Gang Threat Assessment 2009* (*op. cit.*, note 11, p 12) estime que dans les quartiers les plus à risque 29,4% des filles et 32,4% des garçons se définissent comme membres d'un gang ; c'est l'estimation la plus haute à notre connaissance et cela laisse une confortable majorité de 70% à ceux qui ne le sont pas.

⁶⁵ L'ONG *Fight for Peace* propose des activités sportives, en particulier autour de la boxe, mais offre aussi des formations professionnelles et des stages et soutient des *youth councils* dans des favelas de Rio (www.fightforpeace.net, dernière consultation le 7 juin 2010). Le CICR et la Croix-Rouge du Honduras ont organisé des cours artistiques pour 2'000 jeunes de quartiers défavorisés de Tegucigalpa en 2008 (*ICRC Annual Report 2008*, p 315). On est ici plus dans le travail social que dans l'humanitaire d'urgence, ce qui suppose une méthodologie très différente.

⁶⁶ La solution au problème des gangs passe par l'action concertée de l'État qui s'assure que des conditions décentes prévalent pour tous les habitants et que la sécurité soit assurée de façon efficace par la police sur la durée. Les approches musclées, comme celles que les autorités salvadoriennes ont baptisées *Mano Dura* et *Super Mano Dura*, semblent n'avoir d'effets positifs qu'à court terme et augmenter au contraire le niveau de violence à moyen terme. À Haïti, la mission des Nations Unies a fini par démanteler les gangs suite à un travail de renseignement de longue haleine ; voir James Cockayne, 'Winning Haiti's Protection Competition: Organized Crime and Peace Operations Past, Present and Future', dans *International Peacekeeping*, Vol. 16, N° 1, 2009, pp. 77-99.

Des jeunes sachant lire, écrire et compter ont une plus grande chance de trouver un travail rémunérateur. Si en plus ils connaissent un métier, l'engagement dans un gang deviendra encore moins intéressant : à moins de grimper très vite dans la hiérarchie, ils ne gagneront pas plus d'argent dans le gang, tout en courant beaucoup plus de risques.

Pistes pour l'action d'acteurs humanitaires – services

L'accès à des services de base, en particulier à l'eau potable et à la santé, est souvent critique dans les quartiers contrôlés par les gangs, soit parce qu'ils ne sont pas disponibles ou de mauvaise qualité, soit parce que leur prix dépasse ce que les habitants peuvent payer. C'est un domaine où l'engagement d'acteurs humanitaires peut combler un manque que personne d'autre n'est en mesure d'adresser ; cela risque cependant de conduire à une substitution complète, laissant les habitants encore plus démunis si l'ONG doit cesser son activité.

De 2004 à 2007, le CICR a mené un dialogue régulier avec les gangs de Cité Soleil et Martissant, deux bidonvilles de Port au Prince. Il n'a pas été particulièrement difficile d'entrer en contact avec les leaders, même si cela a dû être fait avec prudence et méthode. À fin 2007 à Martissant, le CICR avait un contact direct et régulier avec les leaders de cinq gangs, ainsi que des contacts via un intermédiaire avec celui d'un sixième.

L'action du CICR s'est concentrée principalement sur deux domaines où il était convaincu de pouvoir avoir un effet pour la population de ces quartiers. D'abord, il a effectué des réparations sur le système d'eau, tout en travaillant à convaincre les gangs de laisser les employés de la régie des eaux accéder au quartier en sécurité. Il s'est aussi assuré que les habitants auraient accès à l'eau potable du réseau sans devoir payer les gangs pour ce faire.

Ensuite, il a mis en place avec la Croix Rouge haïtienne un système d'évacuation des blessés et malades, ainsi que des antennes de premier secours. Cela a permis d'évacuer 1'500 personnes de Cité Soleil entre 2005 et 2007 (sur une population de 250'000 personnes) et d'en traiter environ 200 par mois dans les antennes.

Les difficultés rencontrées dans cette opération ont eu trait principalement à la sécurité du personnel du CICR, de la Croix Rouge haïtienne et de la régie des eaux⁶⁷ ; tous les gangs contactés ont assuré qu'ils respecteraient ces personnes, ainsi que les blessés en cours d'évacuation. Les quelques incidents mineurs ont pu être réglés assez rapidement, grâce à l'immense investissement donné au dialogue avec les membres de gangs à tout niveau (une fois obtenue l'autorisation des leaders)⁶⁸. Les deux facteurs qui ont permis le succès étaient la

⁶⁷ La CAMEP, service étatique chargé de l'approvisionnement en eau potable, donc aussi de la réparation des installations.

⁶⁸ Après plusieurs années de tâtonnements, la MINUSTAH – mission des Nations Unies à Haïti – s'est attelée au problème en commençant par établir un bon réseau de renseignement. Cela lui a permis de cibler les individus clés dans les gangs et de les arrêter, démontrant ainsi sa supériorité sur les gangs. Fin 2007, les principaux gangs étaient démantelés et la situation des habitants s'était améliorée de manière substantielle. Les chefs étaient en prison à la maison d'arrêt de Port au Prince, mais le tremblement de terre du 12 janvier 2010 a permis à près de 4'200 détenus de s'évader. Moins de 200 d'entre eux avaient été neutralisés au 10 mars et les chefs de gangs sont retournés dans leurs quartiers, avec des fortunes diverses : certains ont été lynchés à Cité Soleil et d'autres accueillis en héros à Martissant. Peut-être profiteront-ils de la confusion consécutive à la catastrophe pour essayer de reformer leurs gangs et de prendre à nouveau le contrôle de certains quartiers. Divers affrontements entre bandes en février et des enlèvements en mars laissent à penser qu'il y a en tout cas des tentatives en ce sens, même si les gangs sont encore bien plus faibles qu'ils ne l'étaient en 2005 ; voir International Crisis Group (ICG), *Haiti: Stabilisation and Reconstruction after the Quake*, 31 mars 2010, p. 10. Si ces tentatives devaient aboutir, le CICR devrait certainement envisager de reprendre le dialogue là où il avait été interrompu en 2007. Au moment d'écrire cet article (avril 2010), cela ne semble pourtant pas le scénario le plus probable.

plus-value immédiate et visible de ces activités et une approche fondée sur les principes du Mouvement de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, expliquée comme telle⁶⁹.

Pistes pour l'action d'acteurs humanitaires – dialogue sur les questions de fond

Plutôt que de chercher à "moraliser" l'ensemble de comportement des gangs, il faut viser à des changements petits mais significatifs. Le domaine où ces changements semblent possibles est le respect de la mission médicale, en particulier lors de l'évacuation de blessés⁷⁰ avec en corollaire l'accès de la Croix-Rouge ou d'un autre acteur humanitaire dans les zones contrôlées.

Les domaines où ces changements semblent difficiles mais possibles sont le fait de faire disparaître les corps d'adversaires tués et certaines formes de violence armée, dont les gangs peuvent être convaincus qu'elle est contre-productive pour eux (par exemple nuisant à leur contrôle de la population⁷¹) ou inutile (par exemple mauvais traitements d'un otage).

Les domaines où ces changements semblent impossibles, sinon au cas par cas, (à moins de changer la nature du gang) sont les trafics (y compris d'êtres humains) et les autres activités lucratives spécialités du gang (kidnappings), les meurtres, la violence armée ayant pour but d'intimider la population ou la police, et le recrutement de mineurs.

La notion de conséquences humanitaires peut être utilisée dans l'argumentation, mais on gardera à l'esprit qu'une bonne partie de ces conséquences sont le résultat direct de l'action assumée des gangs ou de causes qui les dépassent.

Action à moyen et long terme

Aucune de ces activités ne peut produire de résultat significatif à court terme ; pour changer la dynamique un tant soit peu, il faut un engagement sur plusieurs années, voire des dizaines d'années. Certaines catégories de personnes sont encore plus vulnérables que la moyenne et ont besoin d'un soutien à très long terme ; parmi elles, on peut citer les orphelins (de membres de gangs ou non), les femmes laissées sans ressources parce que leur compagnon a été arrêté ou tué et les membres de gangs qui souhaitent en sortir.

La réinsertion de ces derniers est particulièrement délicate, car ils combinent de nombreux désavantages : un casier judiciaire, un manque de formation, des signes extérieurs aptes à décourager tout employeur (comme les tatouages), des rancunes de membres d'autres gangs – ou du leur – à leur égard mais sans la protection apportée précédemment par les leurs, les efforts actifs de les re-recruter, le besoin de réapprendre une autre manière de vivre. Tout cela devrait inciter à la prudence avant d'engager un tel programme. Le soutien doit pouvoir être continué sur plusieurs années et prendre en compte l'ensemble des dimensions du problème. Cette difficulté milite pour un travail en amont autant que possible, pour éviter que des jeunes n'entrent dans un gang. Elle incite aussi à privilégier l'action d'acteurs locaux plutôt que celles d'organisations d'un autre pays, plus susceptibles à un changement d'orientation de leurs activités après deux ou trois ans.

De bonnes activités arrêtées trop tôt peuvent créer plus de problèmes qu'elles n'en ont résolu. Par exemple, la mise en place d'un système de distribution d'eau potable par un acteur humanitaire peut mettre à mal les *coping mechanisms* des communautés, qui cessent

⁶⁹ Entretien avec un délégué du CICR de retour d'une deuxième mission à Haïti, Genève, 8 avril 2010.

⁷⁰ S'il n'y a pas d'obligation faite au personnel médical de rapporter les cas de blessures par balle à la police.

⁷¹ À Haïti, jusqu'à 2007, il n'était pas rare qu'un chef de gang punisse l'un de ses hommes pour avoir "dépassé les bornes" avec la population, certaines punitions allaient jusqu'à l'exécution.

d'entretenir leurs puits improvisés. Si ce système est abandonné par cet acteur après quelques années, les habitants se retrouveront dans une situation pire qu'avant l'intervention. On peut amener la même perspective pour les activités de réinsertion ; les ex-membres de gangs peuvent recevoir une protection de par leur participation, qui cessera le jour où le programme s'arrêtera faute de fonds ou pour cause de nouvelles priorités. Dans l'évaluation du "*do no harm*", la capacité à mener une activité sur plus de cinq ans semble faire partie des critères déterminants.

Conclusion

Parmi les acteurs humanitaires susceptibles de travailler dans un environnement où les gangs sont actifs, les sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge cumulent potentiellement plusieurs avantages : d'abord, elles ont un réseau de volontaires assez étendu pour bénéficier à la fois d'intermédiaires lorsqu'il s'agit de contacter un gang et de personnes qualifiées, dans des domaines aussi variés que le droit, l'éducation, la santé, les coutumes et langues locales, la sociologie, voire la sécurité et l'action légale.

Par définition, elles sont appelées à rester présentes dans le pays à très long terme, ce qu'on ne peut assurer ni d'une ONG internationale, ni du CICR, ni d'une agence des Nations Unies ; elles peuvent donc se permettre de planifier des projets à long terme, sans dépendre de priorités revues d'année en année.

Pour terminer, elles mènent souvent des activités au niveau national dont le bénéfice se fait aussi sentir dans les quartiers affectés par les gangs ; on peut penser à la formation en premier secours, à l'éducation concernant la santé et le sida ou à la prévention de maladies comme la malaria.

Cela ne signifie pas qu'elles soient seules habilitées ou capables de s'attaquer au problème des gangs. D'abord, toutes n'ont pas les capacités organisationnelles pour le faire ; ensuite, d'autres acteurs humanitaires, locaux ou internationaux peuvent avoir un savoir-faire dont elles ne disposent pas. Cela peut inclure la gestion de la sécurité, cruciale ainsi que nous l'avons déjà mentionné, la gestion de projets complexes ou la capacité d'être perçu par les gangs comme un acteur plus fiable parce que très local ou au contraire international.

Une action humanitaire ne représente cependant qu'une partie de la réponse à apporter au phénomène des gangs. D'une part, l'existence même de ces derniers pose des problèmes et, de l'autre, elle n'est que le signe de problèmes plus grands. L'apport de services, de sécurité et de perspectives socio-économiques qui peut seul résoudre ces problèmes est du ressort des États. À Haïti, pendant les années où le CICR était en dialogue avec les gangs, le problème à Cité Soleil était autant l'insécurité, avec son cortège de violences, de meurtres, de viols et d'extorsion, que la pauvreté et le délabrement. Cette insécurité était causée par les gangs et le moyen d'y pallier n'était pas la seule action humanitaire.